

Réflexions sur la Lettre aux professeurs d'histoire-géographie de F. Héran

Cette Lettre, transmise par Ch. Conte et M. Cabirol, fournit un rappel très complet des étapes qui ont jalonné l'émergence et l'affirmation de la liberté d'expression à la fois pour la France et le concert des Nations. Il présente ce faisant, à propos de l'École, des modalités d'application de ce principe, mais selon une analyse qui ne manque pas de susciter un certain nombre d'interrogations.

Notre Ecole serait-elle le contraire de ce qu'elle prétend être ?

Ainsi en est-il pour la notion de compromis en matière de croyances. Elle peut nous sembler constituer précisément l'axe fort de la laïcité « à la française », puisque la République les respecte toutes sans en privilégier aucune, tout en les tenant toutes, ainsi que les opinions politiques, hors du champ scolaire. Or, F. Héran juge pourtant que tel n'est pas le cas puisque, nous dit-il, l'école « n'a plus à transmettre des contenus autoritaires », et que « nos convictions ne peuvent plus s'appuyer sur un bras séculier pour s'imposer ». Il persifle aussi ceux qui selon lui pensent : « vous serez courageux si vous persistez à offenser l'autre », et il en déduit : « cessons de diviser la nation ». Pour lui, nos enseignants ne sont-ils pas d'ailleurs ceux qui rêvent peut-être de modifier la phrase « Elle respecte toutes les croyances » pour affirmer a contrario que « la République ne respecte aucune croyance » ? Comme on ne peut suspecter les tenants de l'extrême droite de ne pas respecter le catholicisme, qui d'autres que les tenants de la laïcité républicaine pourraient être ainsi visés ? F. Héran tient également à exprimer son indignation vis-à-vis de l'accusation « infâmante de djihadisme ou d'islamo-gauchisme appliquée à ceux qui « intègrent l'existence d'autrui dans leur vision du monde ». Ainsi, la sentence tombe sur une école qui, si on le comprend bien, pratiquerait délibérément l'ostracisme, et – ce qu'il ne dit pas explicitement – l'intolérance, voire pire.

L'argument théorique vient conforter cette vision originale de l'école, au moyen d'une distinction subtile, tirée de Denis Ramond, entre liberté offensive et liberté tolérante. Ainsi pour lui l'École et « un chef d'Etat étranger donneur de leçon », (le Président Macron face à R. Erdogan) relèveraient de la première catégorie, « typiquement paternaliste ». Il s'ensuit une leçon magistrale, avec P. Ricoeur à l'appui, apprenant aux enseignants que « nous ne vivons pas dans un consensus global de valeurs qui seraient comme des étoiles fixes. C'est là un aspect de la modernité et un point de non-retour ». Selon P. Ricoeur encore : « le pluralisme est une valeur fondamentale de la démocratie ». On peut comprendre sans peine : cela ne se discute pas. Ou, comme aurait dit M. Thatcher : « There is no alternative ». Placée ainsi sous le coup de ces deux injonctions, notre société n'a plus qu'à appliquer à la fois deux diktats, celui du néo-libéralisme uniformisant, et celui qui décide que toutes les valeurs sont relatives. Mais il ne faut pas se tromper : toujours selon P. Ricoeur, « le pluralisme n'est pas synonyme de relativisme » !

Moi-même non enseignant mais produit de l'ascenseur social de la République et toujours respectueux de son école, j'avoue mon étonnement à la lecture d'un tel réquisitoire. Sans doute tout cela est-il trop subtil pour moi.

Bref, si l'on comprend bien la leçon, l'école républicaine a fondamentalement tort dans son attitude paternaliste. S. Paty aurait donc dégoupillé lui-même la grenade humaine qui l'a tué. Dans un tout autre domaine certains ne considèrent – ils pas que si une femme est violée, c'est qu'elle l'a bien cherché ? Quelle oraison funèbre !

Ceci dit, on aimerait que F.Héran après avoir expliqué ce qu'il ne fallait plus faire, dise clairement comment il voit, lui, l'application concrète de ses principes. Au juste, de quoi se plaint-il ? Le pluralisme religieux comme politique n'est-il pas appliqué, dans la mesure où l'école n'enseigne ni ne défend aucune croyance ou opinion ? Est-ce « transmettre des contenus autoritaires » que d'enseigner des sciences, par exemple celle de l'origine et de l'évolution de la vie ? Le respect des croyances passe-t-il par l'entrée des signes religieux ostentatoires dans l'école, et par l'enseignement du créationnisme ? Au bout du compte, faut-il selon lui renier la laïcité à la française et opter pour l'option anglo-saxonne ?

Certes, il est libre de le penser, mais encore vaudrait-il mieux le formuler clairement, plutôt que d'emprunter des chemins détournés en abusant ce faisant de la bonne foi des tenants sincères de la laïcité.

De l'histoire et de la géographie faisons table rase ?

En posant le problème sous cet angle, on saurait enfin de quoi l'on parle. Il serait alors possible d'aborder des questions sociétales concrètes, plutôt que de procéder par allusions plus ou moins obscures. Il devient en particulier possible de resituer la laïcité dans son contexte de temps et d'espace, en sortant des idées purement théoriques dé-contextualisées.

Ainsi, n'est-il pas illusoire de ne pas tenir compte du contexte socio-historique, bien différent de l'actuel, dans lequel s'est concrétisée l'idée de laïcité ? Rappelons-nous de cette époque où la République n'avait plus qu'à faire accepter d'ultimes compromis¹ à une religion catholique qui avait déjà fait le deuil de ses prérogatives liées au pouvoir séculier. Les textes relatifs à la liberté de conscience résultent quant à eux d'accords internationaux qui, reprenant les avancées des Démocraties libérales confortées par les enseignements tirés des terribles épisodes de dictatures européennes ou coloniales, étaient appelés à s'appliquer dans un Monde en grande partie pacifié.

Or, force est de constater que, si ces acquis n'ont rien perdu de leur valeur, leur application doit s'effectuer dans un contexte géopolitique profondément changé. Ce contexte se caractérise en effet par la ré-émersion d'idéologies archaïques, délibérément ignorantes des progrès scientifiques et moraux de l'esprit humain accomplis depuis plusieurs siècles par des sociétés européennes affranchies progressivement de révélations religieuses paralysantes. A la fin du 19^{ème} siècle, la République n'avait plus à craindre les assassinats de Rois de France ou de Huguenots. Elle avait contraint la religion à se cantonner à sa vocation première limitée au champ du spirituel et à abandonner, du moins en partie, ses ambitions séculières, jusqu'à admettre enfin la Loi de Séparation. C'est à cette limitation de puissance temporelle compensée par la liberté de croyance privée que la République demande aux nouveaux citoyens de quelque confession que ce soit de se conformer.

Mais aujourd'hui l'Islam des nations indépendantes nous pose le problème de la religion non pas sous cette forme apaisée, mais sous celle de sociétés dont l'évolution scientifique et morale, auto-bloquée par le pouvoir religieux au cours de la période des 12^{ème} au 15^{ème} siècles – et suivants -, a fait l'impasse des Lumières et de la Révolution de 1789. Ces sociétés n'ont connu jusqu'à nos jours que des pouvoirs despotiques à la fois civils et religieux, maintenant les peuples dans l'ignorance et les forçant à la soumission. Leur volonté de puissance et d'hégémonie, tenue longtemps à distance par le monde occidental, a été exacerbée par les ingérences et les oppressions subies au cours des dernières décennies (le conflit israélo-palestinien, les « guerres du Golfe »). Elle ne se sent plus de frein depuis les succès, même temporaires, de Daesh, puis le désengagement actuel des USA. La foi du charbonnier domine le monde musulman, et les sphères des pouvoirs politique et religieux associés utilisent à leurs fins les préceptes les plus archaïques et les plus intolérants du Coran. Certaines croient déjà pouvoir relancer la dynamique de conquêtes des premiers siècles de l'Islam.

Mais cette dynamique ne s'exerce pas au hasard. Elle ménage avec le plus grand soin des pays qui pourtant oppriment sauvagement des musulmans, tels que la Chine (lire l'article signé par l'Ouïgour Dilnur Reyhan dans Le Monde du 18/11/20), l'Inde ou la Birmanie. Ce qui sidère les victimes, mais se comprend sans peine si on se donne la peine de voir que – en dehors de massacres de type tribal - ce sont les sociétés occidentales qui sont attaquées. Et si elles le sont, il est de plus en plus clair que c'est justement parce que leur idéal démocratique constitue le principal, voire le seul danger capable d'abattre les tyrannies théocratiques. La France n'est pas la seule à être visée. Mais elle l'est sans doute plus que d'autres parce qu'elle a initié depuis plus de deux siècles la libération des peuples et la reconnaissance des droits individuels. Elle l'est également parce que, peuplée d'une importante population musulmane, il faut la déstabiliser au plus vite, avant que cette population soit trop imprégnée des valeurs de la République.

Guerre religieuse ou guerre tout court ?

Vue sous cet angle, la question des caricatures ou du voile à l'école n'est plus qu'anecdotique, et n'est que prétexte pour fanatiser des individus fragiles tentés par les mille vierges promises au paradis des martyrs. S. Paty a été victime d'un crime crapuleux, qui est avant tout un crime politique. La laïcité, il faut continuer à la pratiquer sur les bases héritées d'une longue histoire. Elle est protégée par des Lois, qu'il faut appliquer sans excès mais sans faiblesse. Et il faut faire savoir que ce qui est en cause dans ces attentats, ce n'est pas la religion islamique en tant que telle, qui peut prospérer normalement chez nous à l'instar des autres religions, mais ses dérives

¹ *Au passage, merci bien sûr à F. Héron d'avoir précisé, pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, la différence entre compromis et compromission*

intolérantes, comparables à celles de la chrétienté pré-laïque. Il faut surtout lui rallier les musulmans de France, qui en sont les premiers bénéficiaires, ce que la majorité d'entre eux reconnaissent honnêtement, comme en témoigne le récent et remarquable texte d'imans et intellectuels musulmans².

Voilà pourquoi, à mon avis, les remises en question de la laïcité à la française n'ont aucun sens. Elles ont de plus un goût saumâtre lorsque l'on sait que ceux qui nous reprochent notre soi-disant ostracisme défendent la cause de la tyrannie cléricale, celle qui ne craint pas de faire couper des têtes pour affirmer sa détermination.

Il serait temps de reconnaître que ceux qui critiquent notre laïcité se trompent de combat. Ils encouragent ceux qui testent inlassablement notre capacité de résistance, et considèrent le compromis à sens unique comme un aveu de faiblesse. « Tendre la joue » à qui veut vous tuer est simplement suicidaire.

Dans cette guerre qui ne dit pas son nom, céder sur des aspects symboliques mènerait au pire. Pourquoi en effet ne pas céder alors sur le contenu de l'enseignement, et mettre sur le même plan la théorie de l'évolution et le créationnisme ? C'est alors toute la substance de l'éducation qui serait compromise, avec la relativisation de la raison et de l'expérience scientifique. Ne voit-on pas avec l'actuel exemple des USA où mène l'abandon, pour la partie du peuple écartée de l'excellence éducative, des fondements de l'école pour tous ? Voulons-nous pour l'avenir un peuple ignare, baigné de pseudo-culture religieuse, oublieux de la raison au point de suivre inconditionnellement un chef qui lui ressemble, décide seul où est la vérité, et le mène par le mensonge impuni ?

Cernés par une foule de pays ennemis de la Démocratie, abandonnés au milieu du gué par l'allié américain en proie au doute existentiel, nous sommes brutalement confrontés, avec tous les européens, à un choix décisif pour notre avenir : ou nous restons cantonnés dans une position défensive – une ligne Maginot – de la démocratie et de la laïcité, et alors, comme toute citadelle assiégée trop longtemps, nous sommes condamnés à perdre à terme ; ou nous reprenons le flambeau pour convaincre de la valeur de nos idéaux des peuples aujourd'hui asservis, afin qu'à leur tour ils conquièrent (l'ère coloniale n'étant plus de ce temps, sauf pour Israël semble-t-il) leur liberté individuelle et collective. Rappelons-nous la formule de Clausewitz : « La meilleure défense c'est l'attaque ».

Certes, il ne peut être question de reprendre les armes, sauf pour nous défendre. La guerre que nous devons mener, c'est celle des idées. Celle des Lumières, et en particulier de Condorcet prônant l'universalisme des valeurs (pas celles du marché). Brouillé par les excès de la Terreur, de l'Empire puis de la colonisation, cet héritage s'est restreint depuis à un usage hexagonal. Il a surtout été relativisé par les penseurs qui, comme Foucault – et Ricoeur donc -, ont affirmé qu'il ne pouvait exister de valeurs universelles et que toutes (dont celles de l'ayatollah Khomeiny) se valent. Ce relativisme rejoint à deux siècles d'écart, celui du philosophe anglais Burke exprimé dans une controverse menée avec Condorcet³. Ironie de l'Histoire, si nous avons renoncé à l'universalisme des valeurs morales, les anglo-saxons ont su, eux, faire triompher l'universalisme ... des valeurs boursières !

Des observations pertinentes ?

Par-delà ces désaccords, convenons que la Lettre aux professeurs pose des problèmes réels qui, sans cette fois remettre en cause le principe de la laïcité, mais amènent à nous interroger sur certaines de ses modalités d'application.

Le premier, celui de « l'outrage », témoigne de la difficulté d'enseigner. En l'occurrence, on peut se demander, comme F. Héran, si le fait de montrer Mahomet nu n'est pas plus grave pour un musulman que de le munir d'une bombe. La nudité engage en effet la dignité, qu'elle soit humaine ou divine ; elle touche à une sensibilité proche de celle qui pousse au port du voile pour un croyant sincère. Elle pose en effet la question de la sexualité, si prégnante dans certaines sociétés, comme a su l'exprimer Tahar ben Jelloun. La bombe ne concerne que ceux des musulmans qui prônent le crime, et la caricature a alors un sens clair, alors que la nudité peut être offensante pour la communauté musulmane en général. Même si en aucun cas l'outrage ne peut justifier le crime, on peut se demander si cet enseignant, en faisant son travail, n'a pas involontairement admis que la

² « Il faut cesser le boycott de la France » - *Le Monde* – 3/11/20

³ Apparemment oubliée en France, cette controverse a fait l'objet d'un article d'une philosophe Hongroise, Maria Ludassy, rencontrée en 1990 à Budapest, article en ma possession intitulé : « La tradition libérale divisée : Condorcet et Burke devant les révolutions anglaise, américaine et française »

sensibilité de ses élèves ne différait pas de la sienne (ce qui pose par ailleurs la question de la permissivité en matière de mœurs dans notre société).

Le deuxième concerne le rapport de l'école à la famille et à la société. Là, on peut s'interroger sur la pertinence de la séparation entre ces deux entités, qui tranche d'ailleurs avec l'époque des « hussards noirs », structurellement et sociologiquement immergés dans le peuple. L'absence totale de dialogue péri - scolaire que semble refléter ce drame, si elle n'excuse rien, explique sans doute beaucoup de chose. D'autant que, comme relevé unanimement, l'école est aux avant-postes dans certains quartiers, et qu'aucune structure publique ou privée ne vient le plus souvent contribuer à la socialisation de tous ; un tout récent article du Monde relatif à une rencontre de Centres sociaux semble montrer que ces structures sont pour certaines loin de conforter l'école au plan de la laïcité⁴. En première ligne bien plus que les instits de la 3^{ème} République, les enseignants ne devraient plus dans l'avenir vivre cette solitude. Ce qui pose le problème de la séparation sociale spatialisée dont sont victimes, bien au-delà des seuls musulmans, nos classes populaires dans leur ensemble. Il serait temps que les contempteurs de la laïcité reviennent à une vision politique globale des maux de la société et des moyens d'y remédier, plutôt que nous enliser dans des conflits d'un autre âge.

Comment réunifier notre société, en allant vers plus d'égalité économique, éducative, culturelle, territoriale, politique ? Cette question, qui porte vers l'avenir, n'est-elle pas autrement fondamentale que celle qui consiste à creuser les plaies d'un passé plus ou moins ancien (les Croisades, la traite négrière, la colonisation, voire le racisme) ravivées et mythifiées par imitation des divisions d'un pays – les USA – encore empêtré dans des contradictions mortifères ? Comment justifier la compréhension – compromission ? – d'intellectuels et d'élus du peuple vis-à-vis de ceux qui manifestent violemment contre des Lois qu'ils disent liberticides ? Les mêmes qui font semblant d'ignorer que ces Lois autorisent le port du voile dans l'espace public, alors qu'en exerçant ici leur liberté de le porter ou non celles qui le portent font un bras d'honneur à leurs coreligionnaires qui, dans les pays musulmans, tentent désespérément de se libérer de cet emblème de l'oppression machiste pseudo-religieuse qu'elles subissent dans leur chair et dans leur esprit.

Comment finalement notre société peut-elle se libérer des faux problèmes et de leurs fausses solutions pour redonner leur dynamisme aux idées progressistes et faire en sorte que notre démocratie redevienne un modèle pour des peuples en souffrance ?

Marcel Masson – Aix en Provence
22/11/2020

⁴ Laïcité : Sarah El Haïry diligente une inspection de la Fédération des Centres sociaux – Le Monde – Jeudi 19 novembre 2020